

# Nouvelle chaîne info ou info à la chaîne ?

**Fusion des rédactions nationales de France 2 et France 3, création d'une chaîne d'information permanente avec Radio France... la nouvelle présidente de France Télévisions, Delphine Ernotte-Cunci, met en avant la force de frappe que représente l'addition des trois mille journalistes de France Télévisions et des sept cent cinquante de la radio.**

Par Claude Gueneau\*

**T**rès séduisante sur le papier, l'idée de créer une nouvelle chaîne de service public sur le numérique et sur la TNT correspond à une logique : ne pas laisser l'information aux mains des médias privés, dominés par les grands industriels (Bolloré, Drahî, Bouygues, Dassault, Arnault, Bertelsmann...), contre les nouveaux et futurs entrants (Google, Netflix, YouTube...), tout en s'adaptant aux nouveaux modes de consommation de l'info sur tablette et téléphone.

## Des rédactions qui se tournent les pouces ?

Mais lorsqu'on redescend sur terre, les choses sont moins évidentes. Laisser croire qu'il suffit de réunir les rédactions de France Télévisions et de Radio France pour faire une nouvelle chaîne d'information suppose que les journalistes et techniciens sont actuellement sous-employés. En plus de leurs journaux nationaux, régionaux ou locaux, ils pourraient donc très bien faire un petit direct ou un reportage pour la chaîne d'info et pourquoi pas un papier pour le numérique et un autre pour France Info. Peu réaliste et offensant, alors que les rédactions travaillent déjà en flux tendu et que les plans de réduction des effectifs en cours, à France Télévisions comme à Radio France, vont encore aggraver les conditions de travail.

## L'industrialisation de l'information

Le projet de fusion des rédactions nationales de France 2 et France 3 nous donne déjà un aperçu du mode d'organisation d'une méga rédaction travaillant pour plusieurs chaînes à la fois ainsi que pour le Web. Imaginée avant

son départ par l'ancien directeur de l'information, Thierry Thuillier, elle repose sur une organisation hyper centralisée et verrouillée dans laquelle les journalistes n'ont plus voix au chapitre. Exclues des conférences de rédaction, ils sont transformés en simples exécutants. Un tout petit nombre de directeurs éditoriaux plus cinq ou six rédacteurs en chef tout puissants décident du conducteur du JT et passent commande aux équipes de reportage via les chefs de service. C'est la logique de l'industrialisation de l'information. D'un côté, des journalistes qui partent à la chasse aux images et aux interviews et, de l'autre, des rédacteurs qui puisent des « éléments » dans un serveur pour fabriquer plusieurs moutures à destination des différentes éditions.

## Une information déshumanisée et sous contrôle

Avec un pouvoir éditorial concentré dans quelques mains, le contrôle et la manipulation de l'information deviennent un jeu d'enfant. Le journaliste qui était sûr le terrain est dépossédé. À partir des mêmes éléments, un rédacteur en chef hors sol peut faire fabriquer un reportage sur mesure, correspondant à ses idées préconçues ou aux ordres venus d'« en haut ». Quant aux gains de productivité espérés, ils risquent de se perdre dans les méandres d'un fonctionnement bureaucratisé et déshumanisé, avec des rédactions réduites au silence. Le télé-spectateur n'est pas dupe. Il constate déjà un appauvrissement des contenus des journaux de France 2 et de France 3 : mêmes images et mêmes interviews, mêmes sujets, reportages réduits à la portion congrue, floraison de

micro-trottoir et de duplex... Une cuisine qu'on lui resservirait une énième fois sur le mode de l'info permanente !

La fusion des rédactions de France 2 et France 3 et l'éventuel rapprochement avec Radio France ne peut aboutir qu'à une uniformisation de l'information : même chose dans les JT qu'à la radio et sur Internet, même ligne éditoriale néo-libérale... Le citoyen n'aurait plus le choix. Avec le risque à terme pour le service public de se marginaliser en apparaissant comme le média officiel, voix du gouvernement, perdue dans la multitude des écrans.

## Une logique comptable

C'est François Hollande qui a lancé l'idée le 18 décembre 2013, lors des cinquante ans de la Maison de la Radio : « Nous pourrions imaginer que France Télévisions et Radio France puissent rassembler leurs contenus dans un grand service public audiovisuel. » Les patrons de la télé et de la radio publiques mettent donc en musique le parole présidentielle. Sous couvert de renforcer le service public, il s'agit en fait de l'adapter à la politique d'austérité : réduction des budgets et plans de départs plus ou moins volontaires, gains de productivité, polyvalence, casse des métiers... Sans se soucier du prix à payer par les citoyens et la démocratie. Face à une concurrence privée noyautée par les grandes fortunes et les multinationales, c'est le droit des citoyens à une information de service public libre, indépendante et pluraliste qui est mis à terre. ■

\* Journaliste à la rédaction nationale de France 3, membre du bureau du SNJ-CGT de France Télévisions.